Des gouvernants hors-sol

Par
ALEXANDRE CHEMETOFF
Architecte, urbaniste, paysagiste

On évoque un manque de transparence et de démocratie. En vérité, il s'agit davantage d'un déficit ou plus exactement d'un déni, d'une privation d'imaginaire. C'est la possibilité pour chacun d'entre nous de se projeter dans les transformations nécessaires de notre territoire qui est contestée, au risque de ne pouvoir plus rien changer. On ne voit pas ce que l'on veut nous dire, il faut ici prendre cette expression au sens propre. Comment faire pour que l'on voie ce qui se (pré)voit et les changements que l'on nous promet ?

Qui, simple citoyen, élu, maître d'ouvrage et parfois maître d'œuvre, le jour de l'inauguration d'une route, d'un quartier, d'un immeuble ou d'une maison, chacun ayant, de bonne foi, pris des décisions vertueuses, coché toutes les options, étant passé par toutes les étapes administratives, organisé les concours et les appels d'offres, consulté comme il se doit ou ayant donné son avis, ne s'est retrouvé face à une réalité qu'il n'a pas voulu, bien différente de ce qu'il avait compris, de ce qu'il espérait ou de ce qu'il avait imaginé ; et repart, profondément déçu, souvent blessé, sans pouvoir rien en dire dans la mesure même où il aura été associé aux décisions ou pire, qu'il aura eu le sentiment de les avoir prises ?

Parfois, le doute intervient plus tôt, au moment des études, avant que les travaux ne commencent. Ça devrait être une bonne nouvelle ! Au contraire, le processus d'élaboration et de mise en œuvre des programmes ne s'accommode que très mal de questionnements, pourtant légitimes, qui en infléchissent le cours et peuvent même mettre en cause la pertinence. La difficulté de faire évoluer des décisions prises en amont, souvent en haut lieu, parfois depuis longtemps et en d'autres circonstances, laisse les questions sans réponses, provoque des crispations et des conflits. Chacun campe sur ses positions et tout se bloque. Cette impossibilité, pour le dialogue, de trouver sa place dans la conduite d'un programme pourtant conforme aux règles, aux normes et aux décisions prises, met la société en crise, parfois jusqu'au drame. Des réunions de conciliation sont organisées d'où sortiront des compromis. Il n'est pas impossible que la solution retenue génère du regret voire de la rancœur, au risque de compromettre ou de briser notre lien au territoire.

Comment la possibilité d'aimer un pays qui change et se transforme peut-elle être restaurée ou instaurée ? Certains le diront, c'est une question d'éducation. Il faudrait enseigner dans les écoles l'histoire-géographie, avec un tiret comme le recommandait Julien Gracq. D'autres l'affirmeront, c'est une affaire culturelle et l'on devrait lire Paul Vidal de La Blache, Emmanuel de Martonne, Gaston Roupnel, Fernand Braudel, Yves Lacoste, Jacques Lévy, faire des tours et des détours en France avec Jean-Luc Godard, accompagner Jean-Christophe Bailly dans les pérégrinations hexagonales de son *Dépaysement* ou suivre les routes et les chemins qu'emprunte Raymond Depardon. D'autres encore défendront l'idée qu'il faut apprendre à regarder le territoire comme notre patrimoine commun, citant l'article L.110 du code de l'urbanisme. On devrait d'abord aller voir sur place, partout et en toutes circonstances. Il faudrait apprendre à déchiffrer le paysage avant de le défricher. Projeter avant de démolir ou de déconstruire. Ce qui nous fait défaut, ce ne sont ni les images, ni les ressources, ni les talents, ni les savoirs ou les savoir-faire. Nous avons des questions, des besoins, des nécessités, il y a des initiatives et des programmes en nombre. Mais nous manquons cruellement de projets.

Le projet est une démarche qui, à partir d'une demande (que l'on nomme improprement commande), va du site au programme, de l'initiative à sa réalisation, des études jusqu'au chantier, son accomplissement puis, dans le temps, l'entretien et la transmission. Michel Corajoud, pionnier du paysage contemporain, décrivait la conduite du projet comme une manière d'entrer dans une conversation. Un projet, c'est cela, une conversation entre une situation et la volonté de ceux qui veulent la transformer pour répondre aux besoins et aux aspirations d'une société. Le projet est un acte culturel et technique à la fois, un engagement.

On devrait d'abord aller voir sur place, partout et en toutes circonstances. Il faudrait apprendre à déchiffrer le paysage avant de le défricher. Projeter avant de démolir ou de déconstruire.

Changements à vue désigne au théâtre la manière de changer de décor entre deux scènes au vu et au su de tous. Comme sur scène, tout cela est une question de dialogue, une question de lieu et de temps, une question d'action et d'interprétation. Lorsque nous avons réalisé, pour la communauté urbaine du Grand Nancy, le projet de la nouvelle agence d'urbanisme, nous avons d'abord dessiné un projet ambitieux, répondant aux souhaits de la collectivité et des futurs utilisateurs. Puis, nous avons cherché un investisseur qui voulait, quant à lui, un bâtiment standard pour préserver sa valeur en cas de revente ; il fallait que les surfaces soient réduites pour entrer dans le plan de financement prévisionnel. Plus de bâtiment emblématique mais un petit immeuble étriqué, sans doute conforme aux règles et aux normes, un mauvais projet. Nous sommes alors retournés sur le site désaffecté des abattoirs et, constatant que les anciennes écuries promises à la démolition étaient toujours en place, nous avons tout changé, prenant le budget comme programme, un engagement tenu à l'euro près jusqu'à la livraison, avec le maître d'ouvrage qui en acceptait le risque. En nous appuyant sur les compétences d'entreprises indépendantes, nous avons choisi de transformer le bâtiment existant pour y accueillir l'agence d'urbanisme. Nous avons entièrement recommencé les études, réinterrogé les certitudes des uns et des autres par rapport à un état des lieux et aux possibilités d'aménagements qu'il ouvrait. Les espaces de travail seraient plus grands et plus ouverts. Tout changeait pour répondre aux véritables nécessités et tirer avantage des ressources du site. Nous nous sommes souvenus que cette hypothèse avait été repoussée d'un revers de main par ceux qui ne se voyaient pas occuper d'anciennes écuries où des chevaux de réforme avaient vécu leurs derniers instants. On comprend que des décisions de principe prises en amont méritent d'être réinterrogées mais on mesure aussi la nécessité de les reformuler. Comment ne pas souhaiter que cette pratique ouverte du projet soit plus largement mise en chantier pour créer un lien entre le territoire et ses transformations afin que chacun puisse s'y retrouver. Il nous faut sortir de l'opposition entre la production ordinaire et généralisée de lieux quotidiens et anonymes où il n'y aurait rien, ni à voir ni à faire, et l'exception des grandes réalisations que chacun est sommé d'admirer. Il y a place pour une alternative.

DE NOTRE-DAME-DES-LANDES À SIVENS

Sivens, Notre-Dame-des-Landes aujourd'hui, les Halles de Paris hier : à des décennies de distance, ces projets ont exaspéré les foules avec une même intensité. Et avec un trait commun : la psychorigidité de leurs initiateurs. Même si les années passent, si la société, les données ou les réalités changent. Les décideurs s'accrochent à des projets qui paraissent de plus en plus hors-sol. Arrogance d'une technocratie d'ingénieurs ? Il va falloir apprendre à décider autrement.

S.V.

L'ŒIL DE WILLEM